

TURQUIE

La reprise amorcée au deuxième trimestre 2009 est restée vigoureuse en 2010. L'augmentation du PIB devrait dépasser 8 % cette année et rester supérieure à 5 % en 2011 et 2012 lorsque s'atténuera le rebond des exportations, de la consommation et de l'investissement après la crise.

Les autorités ont annoncé un durcissement progressif des politiques budgétaire et monétaire, et ont publié en octobre un programme économique à moyen terme marqué par la prudence. Les recettes supplémentaires générées si la croissance s'avère plus forte que prévu devraient être épargnées afin d'éviter les dépenses procycliques. La poursuite des réformes structurelles visant à renforcer la productivité et la création d'emplois dans le secteur formel permettrait d'ancrer une croissance plus équilibrée et plus durable.

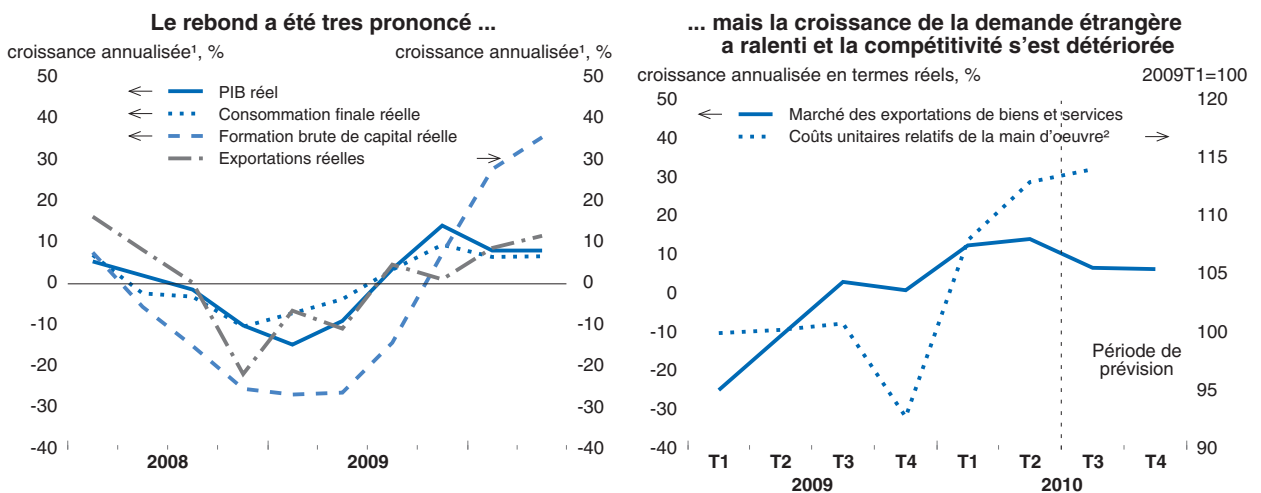
Le rebond a été vigoureux

Le PIB a très fortement progressé au premier semestre 2010, tiré à la fois par la demande intérieure et par la demande étrangère. Stimulé par la baisse des coûts du capital, l'investissement des entreprises est monté en flèche. Les indicateurs récents de la confiance des ménages et des entreprises, les ventes d'appareils électroménagers et l'activité dans le secteur de l'immobilier confirment la vigueur persistante de la demande intérieure au deuxième semestre de l'année. Toutefois, les exportations et la production industrielle ont ralenti, laissant présager une certaine décélération de l'activité.

L'écart entre la demande intérieure et la demande étrangère s'est creusé

Les exportateurs ont continué d'améliorer leur compétitivité hors prix et à investir de nouveaux marchés. La part des économies d'Asie et du Moyen-Orient en plein essor dans le total des exportations de la Turquie s'est fortement accrue. Néanmoins, l'appréciation nominale de la monnaie, combinée à une inflation élevée, comprime les marges des

Turquie



1. Croissance trimestrielle annualisée des moyennes mobiles sur 3 trimestres.

2. Dans l'industrie manufacturière.

Source : OCDE base de données des Perspectives économiques n° 88.

Turquie : **Demande, production et prix**


	2007	2008	2009	2010	2011	2012
	Prix courants milliards de TRY	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1998)				
Consommation privée	601.2	-0.3	-2.2	6.3	4.6	5.6
Consommation publique	107.8	1.7	7.8	0.1	4.4	4.8
Formation brute de capital fixe	180.6	-6.2	-19.1	25.3	13.4	12.2
Demande intérieure finale	889.7	-1.3	-4.3	8.6	6.2	6.8
Variation des stocks ¹	- 3.0	0.3	-2.3	0.5	0.4	0.0
Demande intérieure totale	886.7	-1.0	-6.4	9.2	6.6	6.8
Exportations de biens et services	188.2	2.7	-5.3	7.1	5.8	8.2
Importations de biens et services	231.7	-4.1	-14.3	14.1	11.5	12.9
Exportations nettes ¹	- 43.5	1.7	2.8	-1.8	-1.7	-1.7
PIB aux prix du marché	843.2	0.5	-4.8	8.2	5.3	5.4
Déflateur du PIB	—	12.1	5.3	7.1	6.2	5.7
<i>Pour mémoire</i>						
Indice des prix à la consommation	—	10.4	6.3	8.5	6.9	6.4
Déflateur de la consommation privée	—	10.8	5.0	8.5	6.7	6.4
Taux de chômage	—	10.7	13.7	12.0	11.7	11.0
Balance des opérations courantes ²	—	-5.6	-2.2	-5.1	-5.7	-6.3

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE: Sources et méthodes*, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 88.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932355312>

exportateurs et érode leurs parts de marché. Par contraste, les services tournés vers le marché intérieur continuent d'afficher de bons résultats, et l'emploi total a progressé de 6 % entre la mi-2009 et la mi-2010. Le taux de chômage a baissé en dépit d'une forte augmentation de la main-d'œuvre, mais reste supérieur à 11 %.

Le déficit de la balance courante s'est aggravé...

Le déficit de la balance courante s'est creusé avec le rebond de l'activité et devrait dépasser 5 % du PIB en 2010. Il a pu être aisément financé à ce jour, bien qu'essentiellement au moyen de capitaux à court terme comme les investissements de portefeuille en titres de créance et les dépôts bancaires. Le total des entrées de capitaux a représenté près de 9 % du PIB de la période au premier semestre 2010.

... et la décrue de l'inflation est lente

L'inflation n'a que faiblement ralenti en 2010 car d'importantes hausses des impôts indirects et l'instabilité des prix alimentaires ont exercé des tensions à la hausse sur les prix. Toutefois, tous les indicateurs de l'inflation sous-jacente restent modérés, et les anticipations d'inflation d'ici la fin de l'année, qui s'établissent à 7½ pour cent, se situent à l'intérieur de la fourchette de 6½ ± 2 % fixée par la banque centrale.

L'articulation de la politique macroéconomique change

La réponse macroéconomique à la crise a associé des conditions monétaires favorables visant à soutenir l'activité à une politique

budgétaire restrictive destinée à préserver la confiance des agents économiques au niveau national et international. À la mi-2010, la banque centrale a commencé à retirer progressivement les facilités de trésorerie octroyées pendant la crise. Invoquant la trajectoire favorable de l'inflation et la morosité persistante de la conjoncture internationale, la banque centrale a indiqué que la première hausse du taux directeur pourrait avoir lieu au dernier trimestre 2011. Cette orientation semble opportune, mais il ne faudrait pas attendre trop longtemps avant de démanteler les mesures de relance, au risque de devoir opérer un resserrement ultérieur brutal et déstabilisant. L'expansion rapide du crédit bancaire exige également une surveillance prudentielle attentive et, le cas échéant, de nouvelles mesures contracycliques.

La rigueur budgétaire doit rester à l'ordre du jour

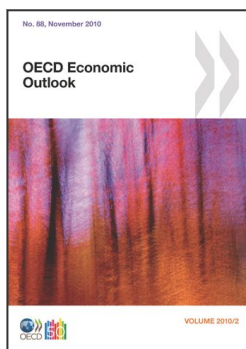
La politique budgétaire est restée restrictive au premier semestre 2010, avec un déficit du budget de l'administration centrale de 3 % du PIB, contre 5.5 % en 2009 (les autorités ne publient pas encore de comptes consolidés des administrations publiques conformes aux normes internationales). Selon le nouveau programme économique à moyen terme annoncé en octobre, l'objectif de déficit annuel est d'environ 4 % du PIB en 2010 (hors recettes générées par les privatisations), avec des dépenses supplémentaires en fin d'année. Ce dérapage vise peut-être à compenser la décélération des exportations, et les prévisions de l'OCDE en tiennent compte. Toutefois, les autorités doivent se garder d'amplifier encore l'écart entre la demande intérieure et la demande extérieure pendant le reste de la période de prévision. L'objectif du programme, à savoir ancrer une orientation budgétaire rigoureuse, est déterminant à cet égard. Il faudra aussi s'en tenir au niveau absolu des dépenses planifiées et mettre en réserves les recettes exceptionnelles éventuelles générées par une croissance plus forte que prévu. À l'heure où la Turquie aborde une période électorale, une politique budgétaire stable et rigoureuse est essentielle pour préserver la confiance.

Les réformes structurelles devraient accélérer la création d'emplois et renforcer la productivité du secteur formel

Une nouvelle appréciation du taux de change réel est probable durant les mois à venir. Des réformes structurelles visant à réduire les coûts d'emploi dans le secteur formel contribueraient à contenir cette pression. En particulier, la différenciation régionale des salaires minimums soutiendrait la création d'emplois et le développement d'entreprises plus innovantes et plus productives dans le secteur formel de l'économie.

Les risques pour la croissance joueront dans les deux sens

La croissance du PIB devrait dépasser 8 % en 2010 avant de se replier autour de 5 % en 2011 et en 2012 lorsque le rebond des exportations, de la consommation et de l'investissement s'atténuera. Toutefois, le cycle des affaires en Turquie est très sensible à l'environnement externe et aux résultats à l'exportation, de sorte que les risques joueront dans les deux sens. Si la compétitivité et la création d'emplois s'améliorent, l'investissement et la croissance pourraient être encore plus vigoureux. Si, au contraire, la période d'élections fait naître des incertitudes macroéconomiques, ou si la compétitivité internationale du secteur des entreprises s'essouffle, l'expansion pourrait être ralentie.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2010), « Turquie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-2-37-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.